

**Économie maritime et fluviale -  
Discours de M. Bernard Cazeneuve,  
Premier ministre, au salon  
«Euromaritime-Eurowaterways»  
(Paris, 02 février 2017)**

(Seul le prononcé fait foi)

Monsieur le Président du Cluster maritime français,

Monsieur le Président du Groupe des industries de construction et activités navales,

Monsieur le Directeur général délégué,

Mesdames et Messieurs,

Je suis, vous le savez, particulièrement heureux d'être parmi vous à l'occasion de cette 3<sup>e</sup> édition du salon Euromaritime-Eurowaterways consacré à la croissance bleue. Nous pouvons être fiers de ce que vous avez, je crois, vous-même appelé notre Bourget maritime européen car il est pour vous l'occasion d'être dans le secteur des forces vives de propositions, de vous retrouver, de nouer de nouveaux liens, de mettre en commun vos efforts pour pouvoir réaliser toutes vos ambitions sous l'oeil averti des reporters et des analystes du journal Le Marin notamment.

En tant qu'ancien député de la Manche et ancien maire de Cherbourg, je suis pour ma part particulièrement sensible aux enjeux immenses que représente le secteur maritime pour notre pays. Nous savons que la France a toujours vu son destin étroitement lié à sa puissance maritime et l'un des premiers gestes de Colbert aura été de faire planter des forêts de chênes destinées à construire les vaisseaux qui permettraient à notre pays de rivaliser sur les mers avec les flottes de l'Angleterre et des Pays-Bas. Aujourd'hui, l'or bleu, j'en suis certain, est l'un des principaux atouts de la France dans la mondialisation.

Forts de cette même conviction depuis le début de ce quinquennat, les gouvernements successifs, sous l'autorité du président de la République, ont fait de la mer, une priorité. Cette priorité, elle s'incarne d'abord dans la réunion de trois comités interministériels de la mer qui se sont tenus à Paris, à Boulogne-sur-Mer, à Marseille et qui ont permis de définir les orientations claires, de bâtir une politique publique de la mer cohérente et ambitieuse. Plusieurs textes ont permis des progrès décisifs, à commencer notamment par la loi sur l'économie bleue, mais je pense aussi bien sûr à la loi sur la biodiversité et à celle sur la transition énergétique qui ont été autant d'occasions de valoriser un certain nombre de nos

atouts maritimes. Nous avons bâti des stratégies pour améliorer la sûreté maritime, pour protéger la mer et les littoraux, pour assurer le développement de nos ports outre-mer.

Nous avons prévu des moyens pour les mettre en oeuvre avec près de 2 milliards d'euros engagés au profit des grands ports, par exemple, notamment dans le cadre des contrats de plan État-région. L'Europe, grâce aux combats qui ont été menés, nous apporte également son concours à hauteur de près de 600 millions d'euros dans le cadre du Fonds européen pour les affaires maritimes et pour la pêche. Nous avons aussi renforcé les exonérations de charges pour les armateurs français. Enfin la construction navale française bénéficie de contrats de long terme dans le domaine civil et militaire. Il s'agit là au total d'un effort public sans précédent au profit des politiques de la mer.

Je ne veux pas donner l'impression à vous tous qui êtes des interlocuteurs attentifs et engagés que ce que je viens de dire sur la volonté qui a été la nôtre constitue dans mon esprit un solde de tout compte de ce qu'un gouvernement a à faire et je vous ai entendus exprimer ce que vous souhaitez que nous engagions encore sur le développement portuaire, sur la défense du pavillon français, sur le développement des protections à apporter aux pêcheurs, notamment dans le cadre du «Brexite», Cher Président. Tout cela est totalement présent à mon esprit et je tiens à vous dire que sur tous ces sujets, pour des raisons qui tiennent à la mission qui est la mienne, mais pour des raisons qui tiennent aussi au territoire d'où je viens et qui m'a quand même beaucoup amariné au cours des années qui viennent de s'écouler, je suis déterminé à agir sans trêve ni pause.

Depuis que j'ai appelé de mes voeux la création d'une véritable filière maritime, beaucoup de choses ont été faites, je viens de le dire, des étapes ont été franchies et notre gouvernement reste entièrement mobilisé sur les sujets qui sont ceux de vos centres d'intérêt. Je veux d'abord rappeler l'attention que la France porte à la situation de ses pêcheurs qui sont de véritables piliers de notre économie maritime et je veux les assurer du soutien qu'ils continueront à trouver auprès du gouvernement et de leur ministre que je salue pour son engagement lui aussi déterminant. L'avenir de la pêche française, comme nous le savons tous, est lié à l'Union européenne et grâce à l'engagement qui a été le nôtre depuis la fin de l'année 2016, nos pêcheurs bénéficient des crédits du FEAMP. Bien sûr, je connais les inquiétudes que leur inspire la perspective du «Brexite» mais je veux les assurer que nous ferons preuve de la plus grande vigilance afin que les discussions qui vont s'engager avec le Royaume-Uni préservent intégralement leurs intérêts. Il y a là pour la France un sujet qui est non négociable et je leur exprimerai avec la plus grande netteté à l'occasion de la rencontre que j'aurai avec la Première ministre, Theresa May, d'ici 10 jours.

Pour garantir l'avenir de la pêche française, nous devons également veiller à préserver absolument nos réservoirs de biodiversité marine. C'est là ce qui permet le renouvellement de la ressource halieutique. L'agence française de la biodiversité, créée au début de cette année, assurera cette mission dans les eaux territoriales sous juridiction française. En outre, avec l'extension récente de la réserve nationale des Terres australes françaises, la France dispose désormais de la deuxième plus grande réserve halieutique du monde, ce qui lui permet d'atteindre dès à présent l'objectif fixé à l'horizon 2020 avec près de 22% des eaux françaises classées en aires marines protégées.

S'il faut, Mesdames et Messieurs, protéger nos ressources, il faut aussi développer notre

économie maritime et c'est ce pour quoi nous sommes mobilisés et ce depuis plusieurs années. La loi pour l'économie bleue a été publiée en juin dernier. Je veux d'ailleurs saluer à cet égard l'engagement du député Arnaud Leroy qui a porté cette proposition de loi. Le gouvernement a fait en sorte que la totalité des dispositions réglementaires que prévoit ce texte soient publiées dans les prochaines semaines. J'attache pour ma part une attention particulière à la mise en place d'une flotte à caractère stratégique appelée à assurer certaines missions prioritaires en cas de crise, dont le principe a été intégré dans la loi pour l'économie bleue. Je sais que le Conseil supérieur de la marine marchande y travaille et je souhaite saluer l'engagement de sa présidente, Marie-Françoise Simon-Revetto, qui devrait bientôt rendre un rapport sur cette question au ministre Alain Vidalies. Je relève également que François Jacq a remis la semaine passée à Thierry Mandon un important rapport portant sur l'intégration et l'optimisation de la flotte océanographique française. Ces travaux contribuent à orienter l'action du gouvernement de façon extrêmement utile.

Christophe Sirugue et Alain Vidalies vont très prochainement présider le comité stratégique de la filière navale et je veillerai à ce que la date soit rapide, que la réunion soit constructive. Grâce aux efforts de nos entreprises et au soutien que leur a apporté le gouvernement, la filière navale se relève aujourd'hui de la crise qu'elle a connue au cours des années précédentes. Je pense notamment au programme Océan 21 porté par le groupement des industries de construction et activités navales pour soutenir l'innovation et renforcer la structuration de la filière navale française. Je pense également au contrat État-métropole qui vise à accompagner l'engagement des acteurs de terrain pour relever les grands défis maritimes.

J'étais - certains d'entre vous m'y accompagnaient, je les en remercie - à Brest vendredi dernier en compagnie de Jean-Yves Le Drian et de Thierry Mandon pour la signature du contrat que l'État a passé avec cette métropole et qui va notamment permettre de soutenir la création d'un campus mondial de la mer en lui apportant le concours de l'État. À l'issue du dernier salon Euronaval, vous avez déclaré, Cher Patrick Boissier : «L'industrie navale de défense ne se porte pas si mal». C'est un bel euphémisme car notre construction militaire a enregistré des succès très remarquables. Dans le domaine civil, le carnet de commande de STX est plein jusqu'en 2025 et la cession des chantiers de Saint-Nazaire est l'occasion de construire, avec la société Fincantieri, un projet industriel ambitieux s'appuyant pleinement sur l'expertise des entreprises françaises, celle des chantiers et celle de leurs sous-traitants. L'État continuera à veiller à ce que cette opération, bien entendu, garantisse absolument leur intérêt.

Nous avons aussi voulu développer notre économie portuaire parce qu'il n'est pas de grande nation sans grand port et que pour cela, il est nécessaire de renforcer la compétitivité des ports français sur la scène internationale. Pour y parvenir, nous avons développé nos infrastructures maritimes pour fluidifier autant que possible la circulation des marchandises, en particulier lorsque la desserte des ports se trouve saturée. Je pense aux projets Serqueux-Gisors qui permettra l'émergence pour le fret d'un axe alternatif à l'axe historique Paris-Rouen-Le Havre. Je pense bien entendu au canal Seine Nord dont nous savons qu'il n'affaiblira en rien l'axe Rouen-Le Havre, mais qu'il renforcera au contraire la filière maritime nationale au nord et à l'ouest.

Et je constate d'ailleurs, pour avoir rencontré tout à l'heure les acteurs du fluvial, qui sont eux-mêmes très intéressés au développement de cette nouvelle infrastructure de transport, qu'ils ont parfaitement conscience, comme les acteurs maritimes, que c'est dans l'articulation du maritime et du fluvial que nous pourrions valoriser nos atouts littoraux, développer des

modalités de transports nouveaux qui permettront aussi à la France de participer au renforcement de l'unité du continent européen par la valorisation de ses atouts maritimes. Et je tiens là aussi à remercier le ministre Alain Vidalies pour la part personnelle qu'il a prise pour que ce grand projet puisse voir le jour. Nous sommes dans une phase de mise en oeuvre de la société qui aura pour objectif de gérer ce grand équipement. Nous l'avons institué parce que nous avons été capables de boucler le financement, d'abord, en créant les conditions de l'intervention de l'Union européenne à des auteurs très significatives qui rendent soutenable le financement de ce projet infrastructurel ambitieux. Ce sont d'ailleurs les combats que j'avais menés comme ministre des affaires européennes au début des années 2010 qui ont permis de faire en sorte que l'on puisse mobiliser une partie du MIE - du mécanisme d'interconnexion européen - vers ces nouvelles infrastructures. Comme quoi il y a toujours, dans l'action publique, des éléments de continuité qui ne sont pas désagréables à vivre et qui ne sont pas totalement désagréables à constater non plus.

D'autre part, nous accompagnons la mise en oeuvre d'un cargo Community System universel pour accroître la sécurité et la compétitivité de nos ports. Nous avons augmenté les moyens consacrés par l'État au dragage des ports à hauteur d'une soixantaine de millions d'euros en deux ans dans le cadre des contrats de progrès qui seront signés avec eux. Nous avons enfin insufflé une nouvelle dynamique au secrétariat général de la mer sous l'impulsion de Vincent Bouvier afin que notre économie maritime bénéficie d'une plus grande coopération entre les acteurs des secteurs public et privé, avec bien sûr au premier rang de ceux-ci le Cluster maritime et je tiens d'ailleurs à saluer l'action de son président très chaleureusement.

Le comité France maritime participe de la même volonté de faire se rencontrer les acteurs de l'économie maritime. Cher Vincent Bouvier, vous êtes à la barre dans ce comité qui a été créé à l'initiative du président de la République après les dernières assises de l'économie de la mer. Vous y disiez, Monsieur le Président du Cluster maritime : «C'est une vraie satisfaction de constater que depuis plusieurs années, les femmes, les hommes politiques prennent conscience de l'importance de l'économie maritime française». Le constat que vous avez formulé au nom de la profession est une réalité, comme le montre l'action entreprise avec constance au cours de ce quinquennat au titre de la politique de la mer. Cher Frédéric Moncany, je sais que vous accompagnerez cette dynamique au sein du comité France maritime.

Et je voudrais enfin évoquer la politique de développement des énergies marines renouvelables engagé depuis le début du quinquennat et saluer l'action de la ministre Ségolène Royal. La première programmation pluriannuelle de l'énergie publiée à l'automne, conformément à la loi de transition énergétique, est l'un des piliers de la mise en oeuvre de l'Accord de Paris sur le climat. Elle donne une direction, elle fixe des objectifs ambitieux, elle présente un calendrier prévisionnel des prochains appels d'offres pour ces nouvelles filières, celles de l'hydrolien, de l'éolien offshore posé ou flottant, pour ne citer que quelques exemples. Ces nouvelles filières feront vivre le tissu économique de nos littoraux dans le respect des différents usages de la mer, sans aucune atteinte à la biodiversité marine, sans émissions de gaz à effet de serre. Elles apporteront donc des progrès considérables et je peux vous assurer que l'État veillera à ce que les promesses faites par les industriels soient tenues. Et à cet égard, je peux vous confirmer que les différents projets d'éoliennes en mer avancent en dépit de leur complexité, même si j'ai bien entendu le message que m'a adressé, avant que nous nous retrouvions dans cette salle, le président du GICAN d'une nécessaire simplification des procédures pour que là où nous étions en avance, les procédures, dans leur complexité, ne finissent pas par nous mettre en retard par rapport à d'autres pays qui sont partis après nous.

Au-delà de nos initiatives pour que la politique maritime fasse toute sa place au développement économique, à la transition énergétique, à la protection de l'environnement, je n'oublie pas la première mission de l'État qui est d'assurer la paix et la sécurité de nos concitoyens. La coordination des moyens de l'État en mer par les préfets maritimes, là où sont nos préfectures maritimes, est un des éléments déterminants de la sécurité des Français face aux risques qui peuvent se présenter à eux et nous sommes, face aux risques terroristes, dans l'obligation de prendre des précautions nouvelles que, jusqu'à présent, nous n'avions pas prises. Et, bien entendu, cette dimension, elle est intégrée dans la stratégie de l'État. D'autre part, la reconnaissance comme grande cause nationale en 2017 du sauvetage en mer qu'a annoncée mon prédécesseur vise à saluer l'action des bénévoles qui oeuvrent au quotidien pour sauver des vies. Elle facilitera l'appel à la générosité publique en leur faveur et j'ai décidé que deux associations - la SNSM et SOS Méditerranée - assumeront la responsabilité de porter ce label de «Grande cause nationale» l'an prochain.

Mesdames et Messieurs, Chers Amis du monde maritime, des rendez-vous sont pris, d'autres le seront et je tiens à saluer votre engagement et à vous réitérer le total soutien de mon gouvernement et de nos territoires. Nous avons la chance en France de pouvoir compter sur l'énergie, sur l'expérience d'hommes, de femmes tels que vous pour assurer l'avenir de notre filière maritime. Nous avons en partage une ambition pour la France, faire de sa puissance maritime un atout pour qu'elle tienne son rang dans la mondialisation. Cette ambition est celle d'une France à la fois indépendante et ouverte sur le monde, sur le grand large, c'est celle de demeurer une grande nation maritime telle que sa géographie et son histoire l'ont façonnée et c'est là la raison d'être de notre stratégie de long terme qui doit nous mobiliser tous. Stratégie ambitieuse et cohérente que nous avons bâtie depuis de nombreuses années ensemble pour donner toutes ses chances à notre économie maritime. Vous pouvez compter sur mon engagement plein et entier par conviction, par passion de la mer, par fidélité au territoire dont je suis issu, par volonté aussi du gouvernement que je dirige, comme de ceux qui l'ont précédé, sous l'autorité du président de la République, de tout faire pour que la France, avec vous, fasse rayonner ses meilleurs atouts et contribue ainsi à donner à notre économie toutes les chances de retrouver durablement le chemin de la croissance. Je vous remercie./.

(Source : site Internet du Premier ministre)